

Débat d'Orientation Budgétaire 2023

- Susciter un débat au sein du conseil communautaire
- Discuter des orientations budgétaires de la CCNEB
- Informer sur la situation financière

RAPPEL REGLEMENTAIRE

- Débat obligatoire pour les établissements publics administratifs de 3 500 habitants et plus dans les deux mois précédant l'examen du budget
- Le rapport d'orientations budgétaires, support du DOB, doit présenter :
 - les orientations budgétaires envisagées portant sur les évolutions prévisionnelles des dépenses et des recettes en fonctionnement et investissement (détail des hypothèses d'évolution retenues pour construire le projet de budget, notamment en matière de fiscalité, de subventions ainsi que les principales évolutions dans les relations financières avec les communes)
 - les engagements pluriannuels envisagés
 - la structure et la gestion de la dette
 - pour les EPA de plus de 10 000 habitants : une présentation de la structure et de l'évolution des dépenses et des effectifs. Ce rapport précise notamment l'évolution prévisionnelle et l'exécution des dépenses de personnel, des rémunérations, des avantages en nature et du temps de travail
 - Le rapport doit faire état de l'évolution des dépenses réelles de fonctionnement, exprimées en valeur, en comptabilité générale de la section de fonctionnement et de l'évolution du besoin de financement annuel calculé comme les emprunts minorés des remboursements de dette (sur budget consolidé)
- Pas de caractère décisionnel : pas de vote mais une délibération attestant de son organisation et de l'existence du rapport. Rapport et délibération doivent ensuite être transmis au préfet, publiés et transmis aux maires des communes membres sous 15 jours

Sommaire

I. Contexte général : situation économique et sociale

1. Situation globale
2. Situation de la CCNEB

II. Situations et orientations budgétaires de la collectivité

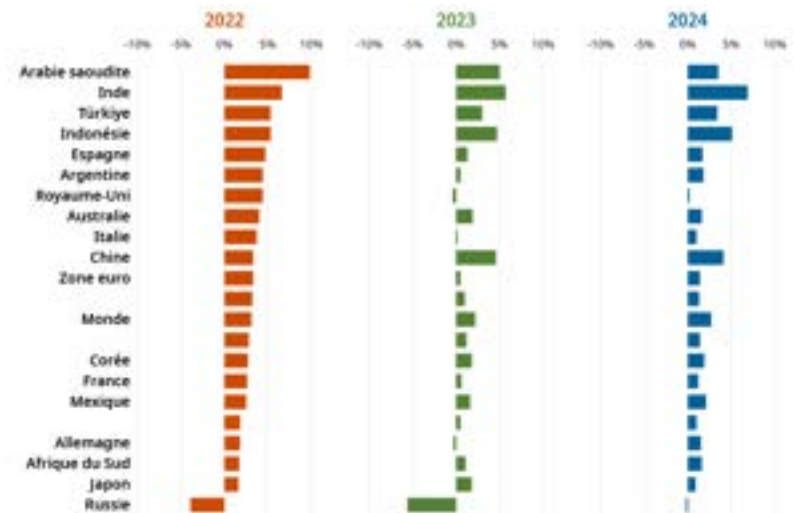
1. La section de fonctionnement
 - A. Evolutions prévisionnelles des dépenses de fonctionnement
 1. Les dépenses de personnel
 2. Les charges à caractère général
 3. Les attributions de compensation et autres atténuations de produits
 4. Les autres charges de gestion courante
 5. Les charges exceptionnelles
 - B. Evolutions prévisionnelles des recettes de fonctionnement
 1. Les impôts et taxes
 2. Les dotations et participations
 3. Les produits de service
 4. Les autres produits de gestion courante
 5. Les atténuations de charges
 - C. Les soldes d'épargne primaires
2. La section d'investissement
 - A. Le Plan pluriannuel d'investissement
 1. Dépenses
 2. Recettes
 - B. Le financement de l'investissement
 - C. La dette et l'épargne

I. Contexte général : situation économique et sociale

1. Situation globale

- Alors qu'il devait constituer une année de réouverture des services publics et de prise en compte des enjeux de la transition écologique, l'exercice 2022 a été marqué par un **contexte macroéconomique difficile**. En effet, le choc géopolitique constitué par la guerre en Ukraine et la crise énergétique ont généré une **inflation historique**. Après un sommet atteint en 2022 (8,8 %), elle devrait atteindre 6,6 % en 2023 et 4,3 % en 2024
- Pour lutter contre cette hausse du taux d'inflation, un **resserrement monétaire de grande ampleur** a été mis en place via la hausse des taux directeurs de la Réserve fédérale américaine et de la Banque centrale européenne qui se répercute nécessairement sur les taux d'intérêt (taux fixe entre 3,5 et 4 % sur 10 ans)
- Compte tenu de ce contexte, et malgré une croissance de 3,3 % en 2022, la banque mondiale table sur une croissance de l'économie mondiale de **1,7 % en 2023**, puis à 2,7% en 2024 et craint que toute nouvelle évolution défavorable fasse entrer l'économie mondiale en récession
- Les États-Unis et l'Europe connaissent un ralentissement marqué et les grandes économies de marché émergentes d'Asie devraient représenter près des trois quarts de la croissance du PIB mondial en 2023
- De manière plus spécifique, la croissance du PIB en volume chinois se maintiendra à des taux moyens nettement inférieurs aux niveaux d'avant la pandémie en raison des impacts de la politique « zéro covid » et de la crise immobilière qui y fait suite
- En Russie, l'économie est entrée dans une phase de récession en 2022 mais de façon moins sévère que prévu initialement en raison de la réorientation des exportations russes de pétrole vers les pays asiatiques

PIB en 2022, 2023 et 2024

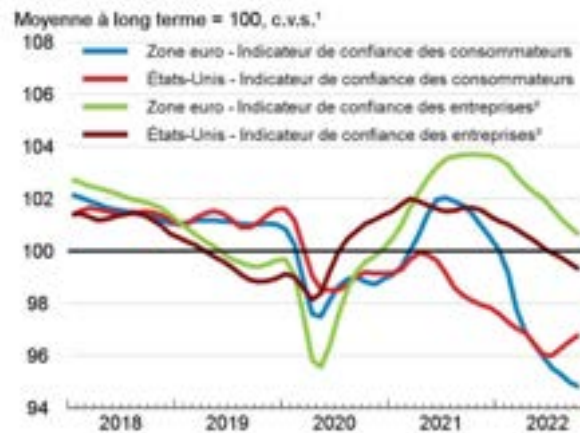


Situation zone euro

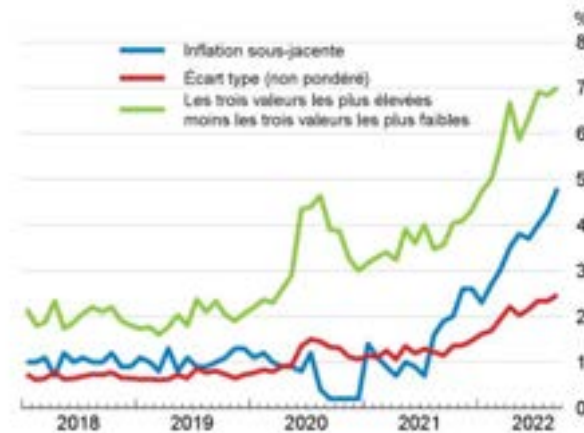
- Au cours de l'été 2022, la croissance économique de la zone a été plus élevée qu'anticipé grâce à la réouverture de l'économie après la pandémie et les mesures de soutien prises par les pouvoirs publics. Toutefois, la crise de l'énergie en cours, le niveau élevé de l'inflation, la forte incertitude, le ralentissement mondial et le durcissement des conditions de financement freinent l'activité économique et ont déjà entraîné un **net fléchissement de la croissance du PIB** en volume au troisième trimestre 2022 quand une récession brève et peu marquée est attendue début 2023
- A moyen terme, le rééquilibrage du marché de l'énergie devrait réduire les incertitudes des consommateurs et des entreprises et les revenus réels devraient se redresser. Par conséquent, la croissance économique rebondirait, soutenue également par l'augmentation de la demande extérieure et l'allègement des perturbations de l'offre
- Ainsi, dans l'ensemble, la croissance annuelle moyenne du PIB en volume devrait nettement ralentir, de 3,4 % en 2022 à 0,5 % en 2023, avant de rebondir à 1,9 % en 2024 et à 1,8 % en 2025.
- **L'inflation a continué de s'accélérer de manière inattendue**, atteignant 8,4 % en moyenne en 2022. Elle devrait s'élever à 6,3 % en 2023 pour baisser à partir de 2024, s'établissant alors à 3,4 % puis 2,3 % en 2025
- Les **marchés du travail devraient rester solides** à court terme avant de globalement suivre l'évolution de l'activité économique. Le taux de chômage devrait atteindre 6,9 % en 2023, puis diminuer de manière constante pour s'établir à 6,6 % en 2025

Zone euro 1

La confiance des entreprises et des consommateurs s'est détériorée



L'inflation se généralise



1. Indicateur de l'OCDE dont l'amplitude a été normalisée.

2. La confiance des entreprises se rapporte au secteur manufacturier.

Source : Base de données des Principaux indicateurs économiques de l'OCDE ; base de données d'Eurostat sur l'indice des prix à la consommation harmonisé (IPCH) ; et calculs de l'OCDE.

Situation de la France

La forte hausse des prix de l'énergie en Europe, conséquence de la guerre russe en Ukraine est largement responsable de l'inflation élevée, à 6% en moyenne sur 2022, et de la ponction subie sur les revenus réels des entreprises et des ménages bien qu'amortie par les mesures gouvernementales

Une **inflation autour de 6 % est encore attendue en 2023** avec un pic au premier semestre puis une nette décrue (environ 4 % en fin d'année). En 2024, l'inflation poursuivrait son repli pour atteindre l'objectif cible de 2 % fin 2024 -2025

La croissance du PIB s'établirait à 2,6 % en 2022, portée par la **résistance de la demande et le rebond du secteur des services**. Dans ce contexte, les créations nettes d'emploi sont restées fortes et **le taux de chômage est revenu à un niveau historiquement bas** (7,3 % en 2022)

L'année 2023 enregistrerait un ralentissement marqué avec une croissance du PIB de + 0,3 %. Comme au niveau mondial, les incertitudes sur les quantités et les prix d'approvisionnement en gaz laissent planer l'ombre de la récession en 2023. Après ce pic de tensions, la phase de reprise s'amorcerait en 2024, à 1,2 % puis 1,8 % en 2025

La résilience de l'emploi, du pouvoir d'achat des ménages et, d'ici 2025, du taux de marge des entreprises, ne se fait pas sans disparités entre catégories de ménages et entre secteurs d'activité et est surtout lié au rôle protecteur joué par les finances publiques. Avec en contrepartie un ratio d'endettement public dégradé jusqu'en 2025 a minima

POINTS CLÉS DE LA PROJECTION FRANCE

| (croissance annuelle en %) | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 |
|-----------------------------------|------|-------|------|------|------|------|------|
| PIB réel | 1,9 | - 7,9 | 6,8 | 2,6 | 0,3 | 1,2 | 1,8 |
| IPCH | 1,3 | 0,5 | 2,1 | 6,0 | 6,0 | 2,5 | 2,1 |
| IPCH hors énergie et alimentation | 0,6 | 0,6 | 1,3 | 3,5 | 4,0 | 2,8 | 2,2 |

Données corrigées des jours ouvrables. Projections réalisées sous des hypothèses techniques établies au 23 novembre 2022.

Sources : Insee pour 2019, 2020 et 2021 (comptes nationaux trimestriels du 28 octobre 2022), projections Banque de France sur fond bleuté.

Les finances locales



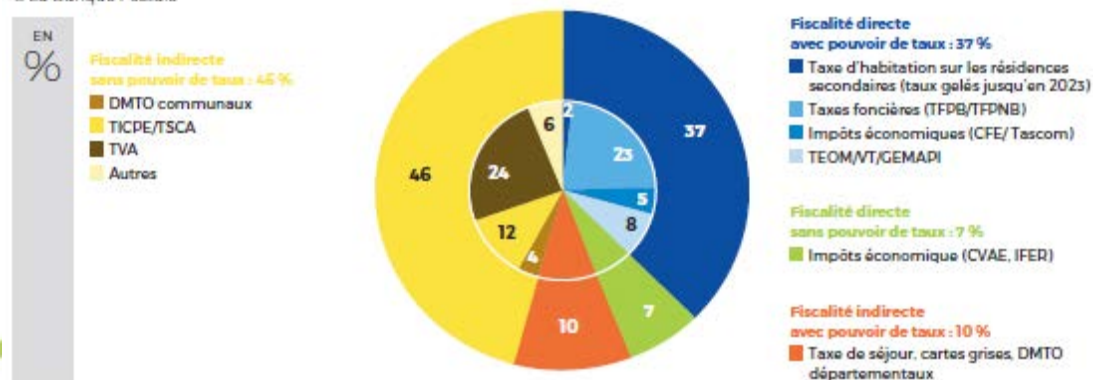
Finances des EPCI à fiscalité propre 2022 (estimations et évolutions)*

| | | |
|--------------------|------------|-------|
| Recettes de fonct. | 49,2 Mds€, | +3,8% |
| Dépenses de fonct. | 42,9 Mds€, | +4,7% |
| Épargne brute | 6,3 Mds€, | -1,6% |
| Investissement** | 10,6 Mds€, | +5,2% |
| Encours de dette | 28,3 Mds€, | +0,7% |

Après une année 2021 marquée par une reconstitution de leurs marges de manœuvre, les collectivités ont fait face à une forte hausse des prix (charges à caractère général à +11,6 %) et à la revalorisation de 3,5 % du point d'indice. La réduction de l'épargne brute est de 4,4 % (-1,6 % au niveau intercommunal) malgré le dynamisme de la fiscalité (4%) et des recettes de service après la reprise d'activité à un niveau normal

Décomposition de la fiscalité locale en 2022

© La Banque Postale

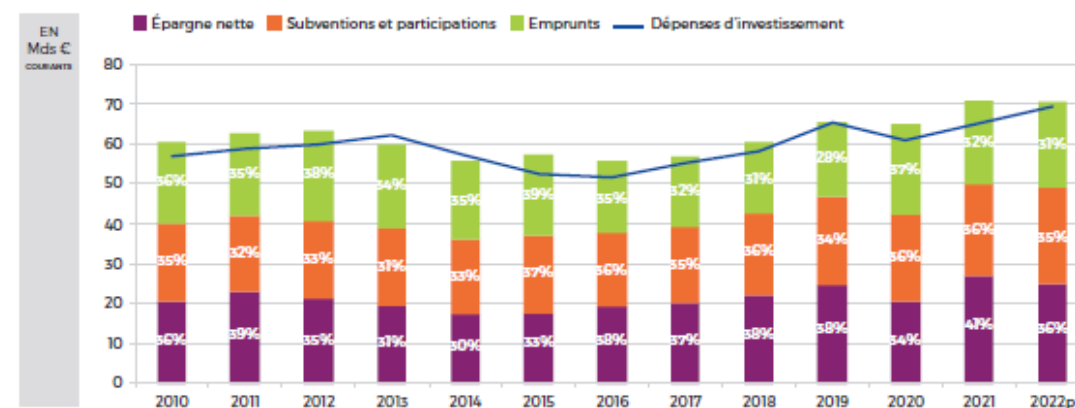


Source : balances DGFP, REI et prévisions La Banque Postale.

La baisse de l'épargne, la hausse des coûts intégrés aux marchés et les problèmes d'approvisionnement ont limité les programmes d'investissement

Financement des investissements locaux

© La Banque Postale



Source : balances DGFP, prévisions La Banque Postale.

Loi de finances pour 2023 (1/4)

- La loi de finances pour 2023 s'inscrit dans les objectifs de la loi de programmation 2023-2027 qui comporte des objectifs de réduction de la dépense publique, des prélèvements obligatoires et du déficit public sous les 3 % du PIB à horizon 2027. On note également des investissements significatifs en faveur de la transition écologique et numérique, pour soutenir la compétitivité des entreprises et atteindre le plein emploi
- L'équilibre 2023 est bâti sur les éléments suivants :
 - Croissance prévisionnelle du PIB : + 1 %
 - Inflation prévisionnelle hors tabac : + 4,2 %
 - Déficit public : 5 % du PIB

Prévisions d'inflation*

| Prévisions annuelles France | 2023 |
|--|-------|
| Insee (déc. 2022) | / |
| Banque de France (déc. 2022) - IPCH | +6,0% |
| Commission européenne (nov. 2022) - IPCH | +4,4% |
| OCDE (nov. 2022) - IPCH | +5,7% |
| FMI (oct. 2022) - IPCH | +4,6% |
| Gouvernement (PLF 2023) | +4,2% |

Source : la banque postale – DOB en instantané

Mesures d'aides financières pour lutter contre l'inflation et le coût de l'énergie

- Le filet de sécurité financé par l'État est reconduit en 2023 avec des critères assouplis (perte d'épargne brute de plus de 15 % ; potentiel fiscal/habitant < au double du montant moyen de la catégorie)
- Bouclier tarifaire sur l'énergie - CCNEB non éligible (pour les collectivités de moins de 10 agents avec moins de 2M€ de recettes pour leur point de livraison < à 36 kVA)
- Amortisseur électricité – pour toutes les collectivités non bénéficiaires du bouclier tarifaire. Prise en charge, sur 50 % des volumes d'électricité consommée, de l'écart entre le prix de l'énergie du contrat (avec un maximum de 320€/MWh) et 180 €/MWh. La CCNEB est éligible pour la consommation électrique de l'ensemble de ses bâtiments

Mesures fiscales

- Revalorisation forfaitaire des bases : + 7,1 % pour les locaux d'habitation et industriels
- Report de 2 ans de la révision sexennale des valeurs locatives des locaux professionnels et de la révision des valeurs locatives des locaux d'habitation
- Suppression de la CVAE :
 - Pour les entreprises : taux d'imposition divisé par 2 dès 2023 (montant perçu par l'Etat) puis disparition totale en 2024
 - Pour l'intercommunalité : perception dès 2023 d'une fraction de la TVA nationale correspondant à la moyenne des produits et des compensations d'exonérations perçus entre 2020 et 2023

la dynamique du produit liée à l'évolution de la fraction de TVA nationale sera affectée à un fonds national de l'attractivité des territoires et répartie selon des critères de mesure du dynamisme du territoire (décret à venir)

- Augmentation du montant de la taxe spéciale d'équipement pour le financement du « grand projet ferroviaire du Sud-Ouest » (des communes de la CCNEB sont concernées) : de 24 M€ à 29,5 M€ d'euros avec actualisation chaque année selon l'IPC hors tabac retenue en loi de finances
- Partage de la taxe d'aménagement au sein du bloc communal : de nouveau facultatif

Mesures relatives aux dotations

- Montant global de la DGF: 26,931 Md €. + 320 M€ au bénéfice exclusif du bloc communal :
 - Pour les communes : +200 M€ sur la dotation de solidarité rurale et + 90 M€ sur la dotation de solidarité urbaine. Abondement externe donc pas d'écrêtement de la dotation forfaitaire 2023
 - Pour les EPCI :+ 30 M€ sur la dotation d'intercommunalité. Abondement externe partiel donc la dotation de compensation ne sera réduite que de 0,74 % (pour financer la hausse de population)
- Variables d'ajustement: des compensations fiscales peuvent être mobilisées pour permettre de respecter les plafonds des concours financiers reversés par l'Etat aux collectivités. Celles du bloc communal (DCRTP et FDPTP) ne sont pas mobilisées en 2023
- Indicateurs financiers pour le calcul des dotations : quelques ajustements suite à la réforme 2022 liée à la suppression de la TH, qui se fait progressivement jusqu'en 2028
- Aménagements de la DSR (communes) : instauration d'un tunnel d'évolution sur la fraction cible (montant N compris entre 90 % et 120 % du montant N-1)

Simulateur DGF de l'AMF disponible fin février-début mars

- FPIC :
 - Extension du mécanisme de garantie de sortie d'éligibilité : sur 4 ans (1 an auparavant)
 - Suppression de l'obligation d'avoir un effort fiscal agrégé supérieur à 1 pour les bénéficiaires

Loi de finances pour 2023 (4/4)

- Dotations d'investissement :
 - DETR et DSIL : maintien aux niveaux 2022 mais préfets enjoins à tenir compte du caractère écologique des projets pour moduler le taux d'intervention
 - Fonds vert : 2 Md € pour financer les projets des collectivités en matière de transition écologique. 3 axes :
 - renforcer la performance environnementale
 - adapter les territoires au changement climatique
 - améliorer le cadre de vie

Mesures diverses

- Augmentation de la dotation « élu local » : intégration des compensations de remboursement des frais de garde et des frais d'assurance liés à la protection fonctionnelle (communes – 3 500 hab)
- Attribution de 20 % de l'IFER photovoltaïque aux communes membres d'un EPCI à FPU : pour les centrales de production d'énergie électrique d'origine photovoltaïque installées à compter du 01/01/2023. Rien auparavant (ponction sur le % attribué aux Départements)
- Prolongation de l'expérimentation de la certification des comptes pour une année et possibilité de candidater de nouveau pour l'expérimentation du compte financier unique

I. CONTEXTE GÉNÉRAL : SITUATION ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

2. Situation de la CCNEB

Rappel des orientations budgétaires de la mandature :

- Rationaliser le fonctionnement pour pouvoir offrir des services publics de qualité avec un coût optimisé et une fiscalité maîtrisée
- Dégager de la capacité à investir, tout en projetant un programme adapté aux besoins du territoire. Une ambition qui doit rester entendable et dans le respect des seuils prudentiels en matière d'endettement
- Maintenir des points de vigilance et ne pas entamer les marges d'épargne pour pouvoir faire face à l'imprévu, notamment dans le contexte actuel

Pour bâtir ces orientations budgétaires et la prospective sur la mandature, les priorités suivantes ont été déclinées :

- Poursuivre une politique ambitieuse en matière d'action sociale en pérennisant les structures et services actuels tout en favorisant le développement de nouveaux projets répondant aux besoins de la population dans ce domaine
- Faire du Nord Est Béarn un espace propice à l'entrepreneuriat
- Penser et mettre en œuvre des projets en faveur de la transition énergétique et écologique pour un territoire résilient face au changement climatique
- Participer à une offre de service sportive et culturelle de proximité
- Structurer l'organisation interne tant en termes de méthodologie que d'outils performants

Les chiffres clés de la Communauté

- 73 communes représentées par 97 délégués titulaires et 66 délégués suppléants
- un territoire d'une superficie de 579 km²
- 35 426 habitants en 2022 ; 35 453 en 2023
- 104,49 ETP au 31/12/2022 mais des saisonniers pouvant représenter jusqu'à une soixantaine d'agents supplémentaires par période
- un budget général et 5 budgets annexes

Extrait du rapport sur les comptes administratifs 2022

| | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 |
|--|------------------|------------------|------------------|------------------|
| Produits de fonctionnement courant retraité | 13 894 852 | 14 440 730 | 14 032 469 | 15 071 070 |
| - Charges de fonctionnement courant retraité | 12 812 382 | 12 645 803 | 12 914 924 | 13 637 548 |
| = EXCEDENT BRUT COURANT retraité | 1 082 470 | 1 794 927 | 1 117 545 | 1 433 521 |

Après un exercice 2021 marqué par une augmentation des dépenses limitée pour un exercice de reprise et une baisse des recettes de 2,8 % suite à l'arrêt des dispositifs d'aides liées au COVID, l'exercice 2022 affiche :

- Une forte évolution des dépenses de fonctionnement : **+ 5,6 %** qui touche aussi bien :
 - les charges à caractère général : + 14,8 % (+198,5 K€)
 - les dépenses de personnel : + 8,3 % (+370 K€)
 - les autres charges de gestion courantes : + 23 % (+340 K€)
- Une évolution plus rapide encore des recettes : **+7,4 %**
 - +16,4 % sur les produits des services (+122,5 K€)
 - +6,7 % sur la fiscalité (+640 K€)
 - +9 % sur les dotations/participations : (+308 K€)*

On observe donc une **amélioration de l'excédent brut courant retraité de 316 K€** en 2022. La CCNEB a donc dégagé 1 433 K€ à l'issue des opérations de fonctionnement courant

* Hors retraitements liés à la CTG

| | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 |
|---|------------------|------------------|------------------|------------------|
| = EXCEDENT BRUT COURANT retraité | 1 082 470 | 1 794 927 | 1 117 545 | 1 433 521 |
| + Solde exceptionnel large | -24 795 | -83 748 | 14 332 | 19 849 |
| = produits exceptionnels larges (hors cessions) | 4 021 | 28 034 | 27 460 | 94 357 |
| + charges exceptionnelles larges retraitées | 28 816 | 111 782 | 13 128 | 74 508 |
| = EPARGNE DE GESTION retraitée | 1 057 675 | 1 711 178 | 1 131 877 | 1 453 370 |
| - Intérêts | 110 329 | 98 491 | 90 311 | 81 879 |
| = EPARGNE BRUTE retraitée | 947 346 | 1 612 687 | 1 041 566 | 1 371 491 |
| - Capital long terme | 339 651 | 261 767 | 261 041 | 251 977 |
| = EPARGNE NETTE retraitée | 607 695 | 1 350 921 | 780 526 | 1 119 514 |

Après intégration du solde des opérations exceptionnelles de 20 K€, l'épargne de gestion retraitée atteint 1 453 K€. Ce montant est largement suffisant pour faire face au remboursement de l'annuité de dette de 333,9 K€

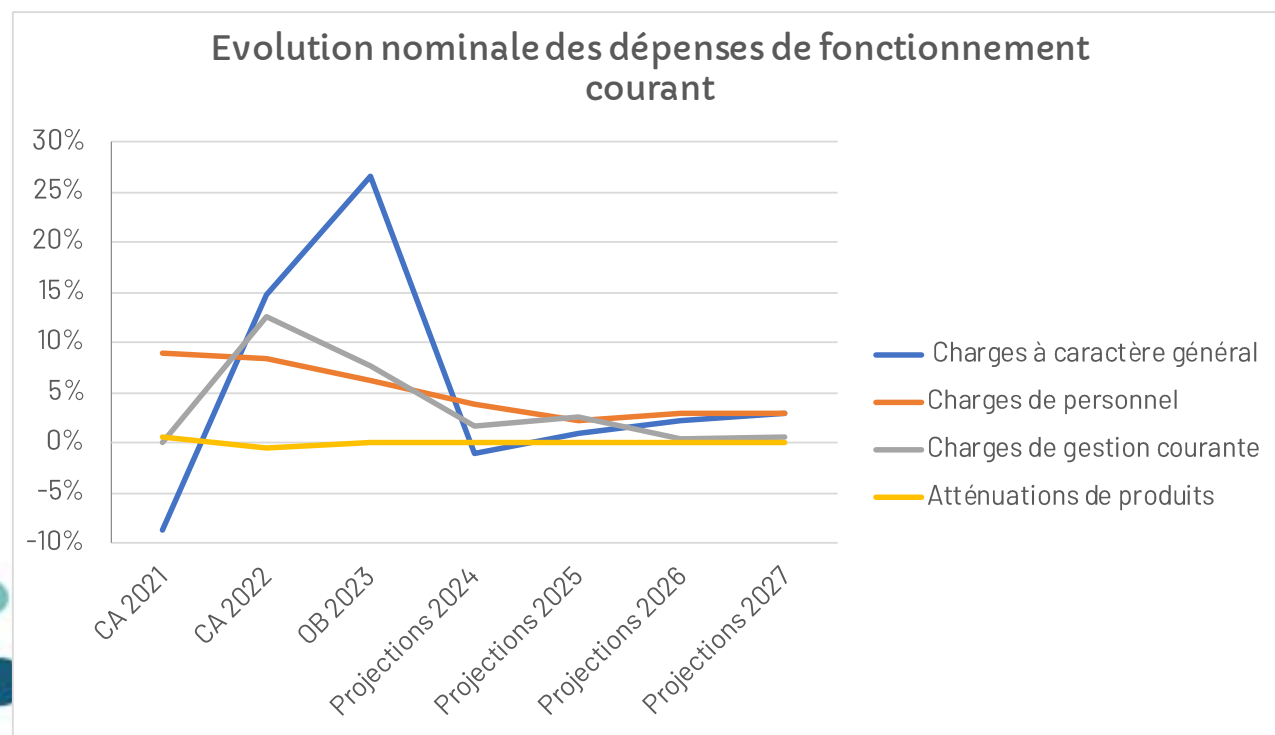
Il permet de dégager en 2022 une **épargne nette de 1 119 K€** (1 331 K€ sans les retraitements liés au solde 2021 de la CTG et à la prise en charge du déficit du budget annexe de la zone de Samsons-Lion). Cette somme correspond aux recettes de fonctionnement disponibles dans l'exercice pour autofinancer des dépenses d'équipement et/ou accroître le fonds de roulement

II. SITUATIONS ET ORIENTATIONS BUDGÉTAIRES DE LA COLLECTIVITÉ

1. La section de fonctionnement

A) EVOLUTIONS PRÉVISIONNELLES DES DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT

| | CA 2021 | CA 2022 | OB 2023 | Projections 2024 | Projections 2025 | Projections 2026 | Projections 2027 |
|--|-------------------|-------------------|-------------------|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------|
| Chap 011 : Charges à caractère général | 1 337 636 | 1 535 164 | 1 943 660 | 1 922 315 | 1 941 149 | 1 982 562 | 2 041 617 |
| Chap 012 : Charges de personnel | 4 436 086 | 4 805 937 | 5 105 358 | 5 281 964 | 5 419 372 | 5 580 904 | 5 747 281 |
| Chap 65 : Charges de gestion courante | 1 478 249 | 1 664 497 | 1 791 736 | 1 820 982 | 1 866 682 | 1 875 482 | 1 887 682 |
| Chap 014 : Atténuations de produits | 5 662 953 | 5 631 950 | 5 634 037 | 5 634 037 | 5 634 037 | 5 634 037 | 5 634 037 |
| Total des charges de fonctionnement courant | 12 914 924 | 13 637 548 | 14 474 791 | 14 659 298 | 14 861 240 | 15 072 985 | 15 310 617 |
| Chap 67 : Charges exceptionnelles larges retraité | 13 128 | 74 508 | 12 900 | 1 500 | 1 500 | 1 500 | 1 500 |
| Total des charges de fct hors intérêts | 12 928 052 | 13 712 056 | 14 487 691 | 14 660 798 | 14 862 740 | 15 074 485 | 15 312 117 |
| % d'évolution en nominal | 2,1% | 5,6% | 6,1% | 1,3% | 1,4% | 1,4% | 1,6% |



1) LES DÉPENSES DE PERSONNEL

LA DURÉE EFFECTIVE DU TEMPS DE TRAVAIL

Les règles relatives au temps de travail dans la fonction publique territoriale sont précisées par le décret n°2000-815 du 25 août 2000 modifié relatif à l'aménagement et à la réduction du temps de travail dans la fonction publique de l'Etat et dans la magistrature, et l'article 7-1 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 relatif à l'aménagement et à la réduction du temps de travail dans la fonction publique territoriale

- La durée annuelle légale du travail effectif est fixée à 1 607 heures, y compris la journée de solidarité (délibération n°2021-0912-4.1-4)
- La même délibération traite des heures supplémentaires et pose le principe que seront considérées comme des heures supplémentaires les heures réalisées en dehors des bornes horaires habituelles dans l'intérêt du service.

Elles feront l'objet de récupérations horaires prioritairement. A défaut, les indemnités horaires pour travaux supplémentaires peuvent être versées aux agents de catégories B et C.

L'ÉVOLUTION DE LA MASSE SALARIALE EN 2022

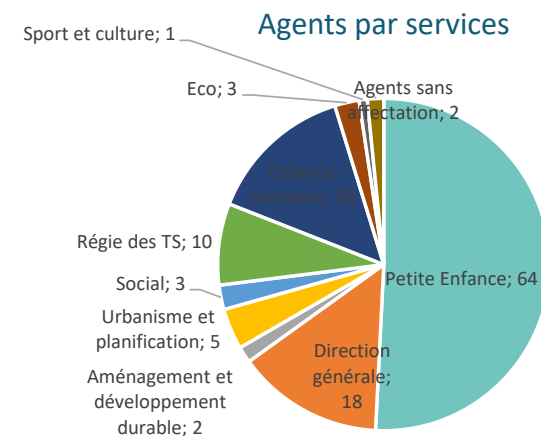
Au 31 décembre 2022, les effectifs s'élevaient 104.49 ETP affectés sur 115 emplois permanents et 7 emplois non permanents

L'effectif permanent totalise :

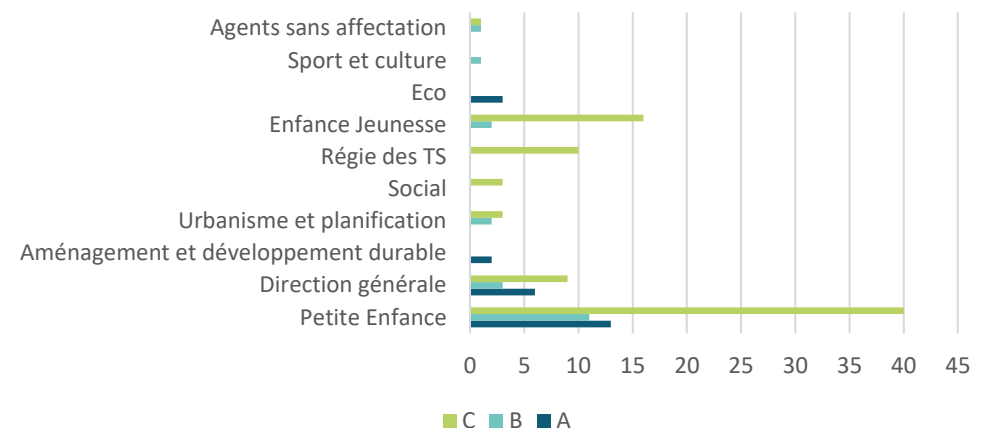
- ❖ Catégorie A : 22
- ❖ Catégorie B : 20
- ❖ Catégorie C : 73

L'effectif non permanent totalise :

- ❖ Catégorie A : 3
- ❖ Catégorie B : 0
- ❖ Catégorie C : 3
- ❖ Apprenti : 1



Répartition des catégories hiérarchiques par services



Les orientations RH 2023 (1/2)

- Gestion des emplois et développement des compétences
 - *S'interroger sur les compétences à moyen et long terme nécessaires au maintien du niveau de service public (travail sur les fiches de postes, les plans de formations)*
 - *Mise en œuvre des orientations générales en matière de promotion et valorisation des parcours professionnel*
 - *Poursuite du déploiement du logiciel RH*
 - *Organisation de formation en Intra sur les thématiques de la relation à l'utilisateur et sur les enjeux, l'organisation et l'animation de la concertation publique.*

- *Mise en place de la politique de recrutement*
 - *Adaptation de nos procédures*
 - *Recours aux contractuels*
 - *Attractivité*

- *Mise en place d'une politique de prévention afin de lutter contre les risques professionnels*
 - *Désignation d'un conseiller de prévention*
 - *Formation Sauveteur Secouriste du travail, formation aux gestes qui sauvent*
 - *Définition de la politique en matière de handicap et maintien dans l'emploi*
 - *Mise en place d'une participation de conventionnement maintien de salaire et/ou santé*

Les orientations RH 2023 (2/2)

Les évolutions incontournables : contexte et engagements pris

- l'augmentation du point d'indice : +70 K€ soit 140 K€ sur année pleine
- Les avancements d'échelons: + 40 K€
- L'impact de la hausse du SMIC: + 25 K€ sur les emplois permanents (hors ALSH)
- La révision du RIFSEEP : + 50K€ soit 100 K€ sur une année pleine
- Le poids des absences pour raison de santé nécessitant un remplacement dédié
- Les emplois nouvellement créés en cours d'année 2022 : + 44,5 K€
 - Gestionnaire RH/Paye
 - Conseiller numérique
 - Apprenti Communication
 - Emploi de responsable de parc numérique affecté à 100% sur année pleine

Les hypothèses de travail intégrées

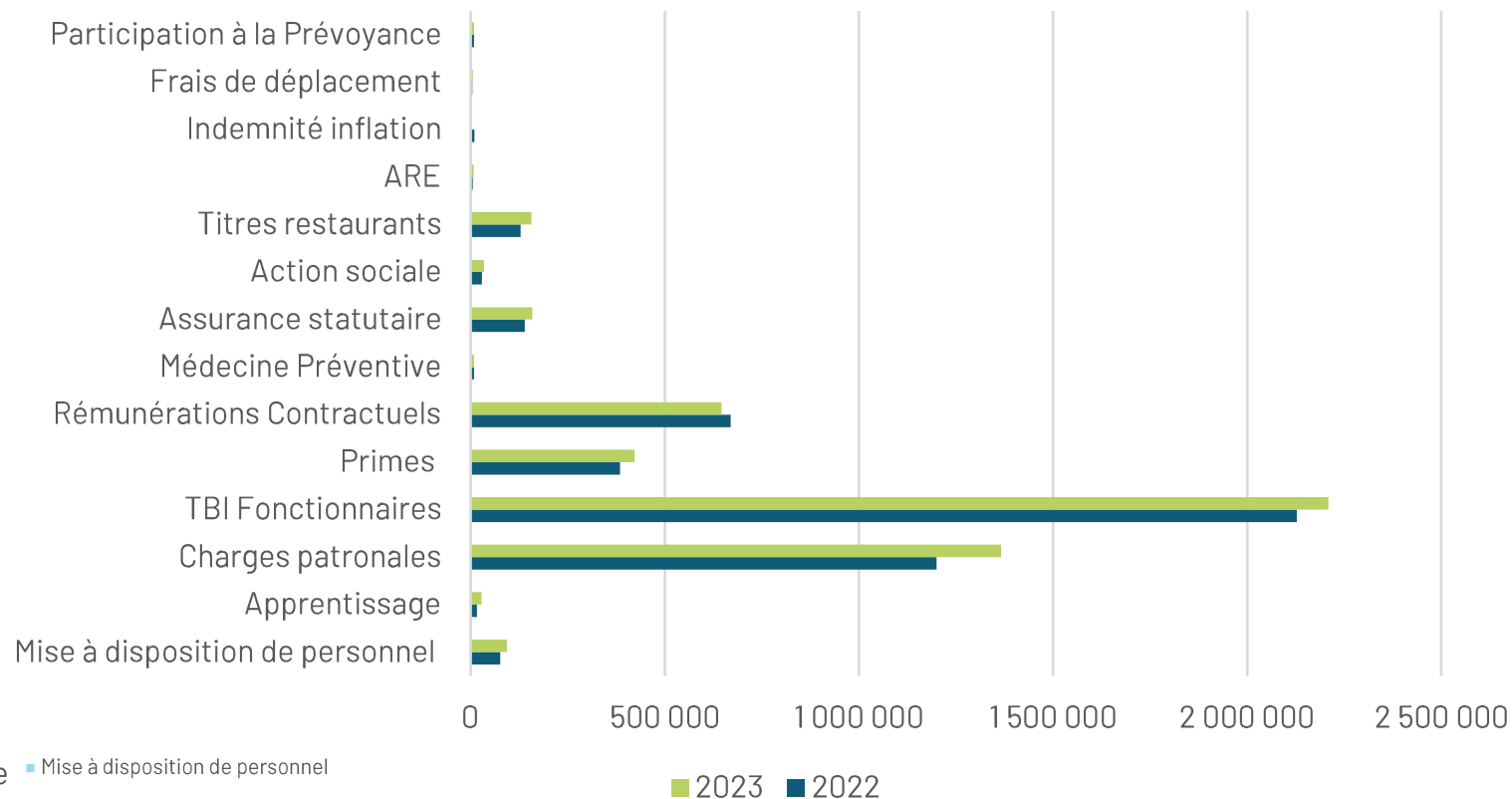
- L'extension de l'offre de service des ALSH:
 - Ouverture prévisionnelle d'un ALSH sur GER à compter de septembre 2023: 26 K€ en 2023; 70K€ à partir de 2024
 - Ouverture de 2 semaines supplémentaires sur de l'ALSH de Pontacq: 6 K€
- Les avancements de grades : + 18 K€ sur une année pleine

240 K€ de
recettes
totales

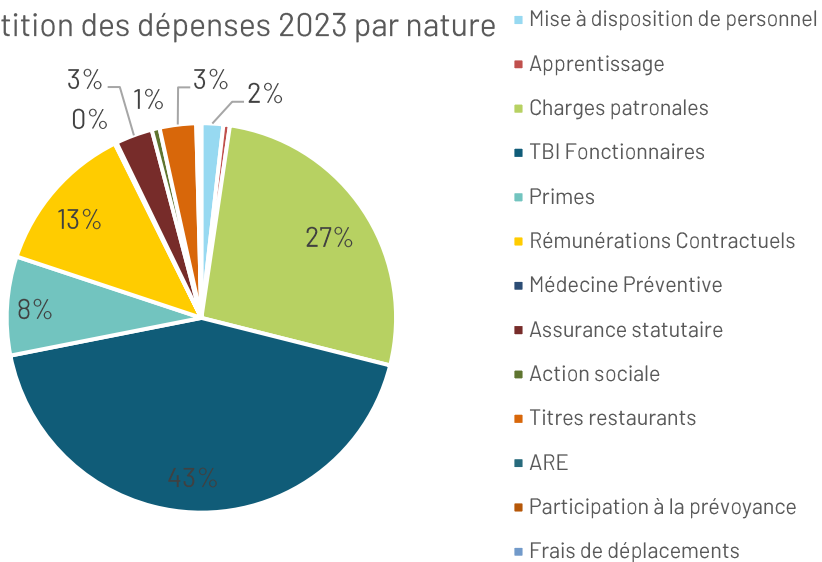
VUE D'ENSEMBLE

| | BP 2022 | CA 2022 | BP 2023 | Evolution BP 2022/BP 2023 (en €) | Evolution BP 2023/BP 2022 (en %) |
|---|------------------|------------------|------------------|--|----------------------------------|
| DIRECTION GENERALE | 1 060 478 | 979 177 | 1 006 448 | -54 030 | -5.09% |
| Administration Générale | 886 456 | 803 651 | 852 001 | -34 454 | -3.89% |
| Technique | 174 022 | 175 526 | 154 446 | -19 576 | -11.25% |
| SERVICES A LA POPULATION | 3 200 236 | 3 233 032 | 3 370 998 | 170 762 | 5.34% |
| ENFANCES JEUNESSE | 809 419.35 | 801 526.95 | 845 838 | 36 418 | 4.50% |
| ALSH | 714 311 | 706 848 | 723 073 | 8 762 | 1.23% |
| ALSH Ger | | | 26 224 | | |
| Espace Jeunes | 95 109 | 94 679 | 96 540 | 1 432 | 1.51% |
| PETITE ENFANCE | 2 306 267 | 2 344 882 | 2 446 129 | 139 862 | 6.06% |
| Crèches | 1 944 882 | 2 008 056 | 2 170 356 | 225 474 | 11.59% |
| LAEP Lembeye | 29 949 | 30 259 | 25 278 | -4 672 | -15.60% |
| LAEP Nord Est Béarn | | 9 685 | 30 689 | 30 689 | |
| Relais Petite Enfance | 331 436 | 296 881 | 219 806 | -111 630 | -33.68% |
| CULTURE et SPORT | 84 550 | 86 623 | 79 032 | -5 518 | -6.53% |
| Culture | 38 112 | 37 250 | 35 119 | -2 993 | -7.85% |
| Piscines | 45 438 | 47 390 | 43 913 | -1 525 | -3.36% |
| Salle de sport | 1 000 | 1 983 | 0 | -1 000 | |
| AMENAGEMENT & DEVELOPEMENT DURABLE | 125 665 | 119 142 | 136 764 | 11 099 | 8.83% |
| URBANISME & PLANIFICATION | 200 888 | 196 977 | 219 857 | 18 969 | 9.44% |
| DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE | 186 980 | 182 278 | 205 104 | 18 124 | 9.69% |
| SOCIAL | 55 753 | 65 067 | 121 188 | 65 434 | 117.36% |
| Social et inclusion numérique | 9 140 | 13 004 | 47 526 | 38 386 | 419.98% |
| Portage de repas | 46 613 | 52 063 | 73 662 | 27 048 | 58.03% |
| REGIE DES TRANSPORTS SCOLAIRES | 35 000 | 30 265 | 45 000 | 10 000 | 28.57% |
| TOTAL GENERAL | 4 865 000 | 4 805 937 | 5 105 358 | 240 358 | 4.94% |

EVOLUTION DES CHARGES DE PERSONNELS PAR NATURE



Répartition des dépenses 2023 par nature



SERVICE A LA POPULATION

Hypothèses de travail :

ALSH de PONTACQ

- 2 semaines d'ouvertures supplémentaires

ALSH de GER

- Ouverture à compter du mois de septembre

Structures Multi-Accueils

La hausse des dépenses s'accompagne d'une progression des remboursements grâce aux IJ versées par notre assurance statutaire ou la CPAM (prévisionnel 2023 70K€ contre 30 K€ en 2022)

Pérennisation d'un 3^{ème} emploi permanent sur le pôle renfort

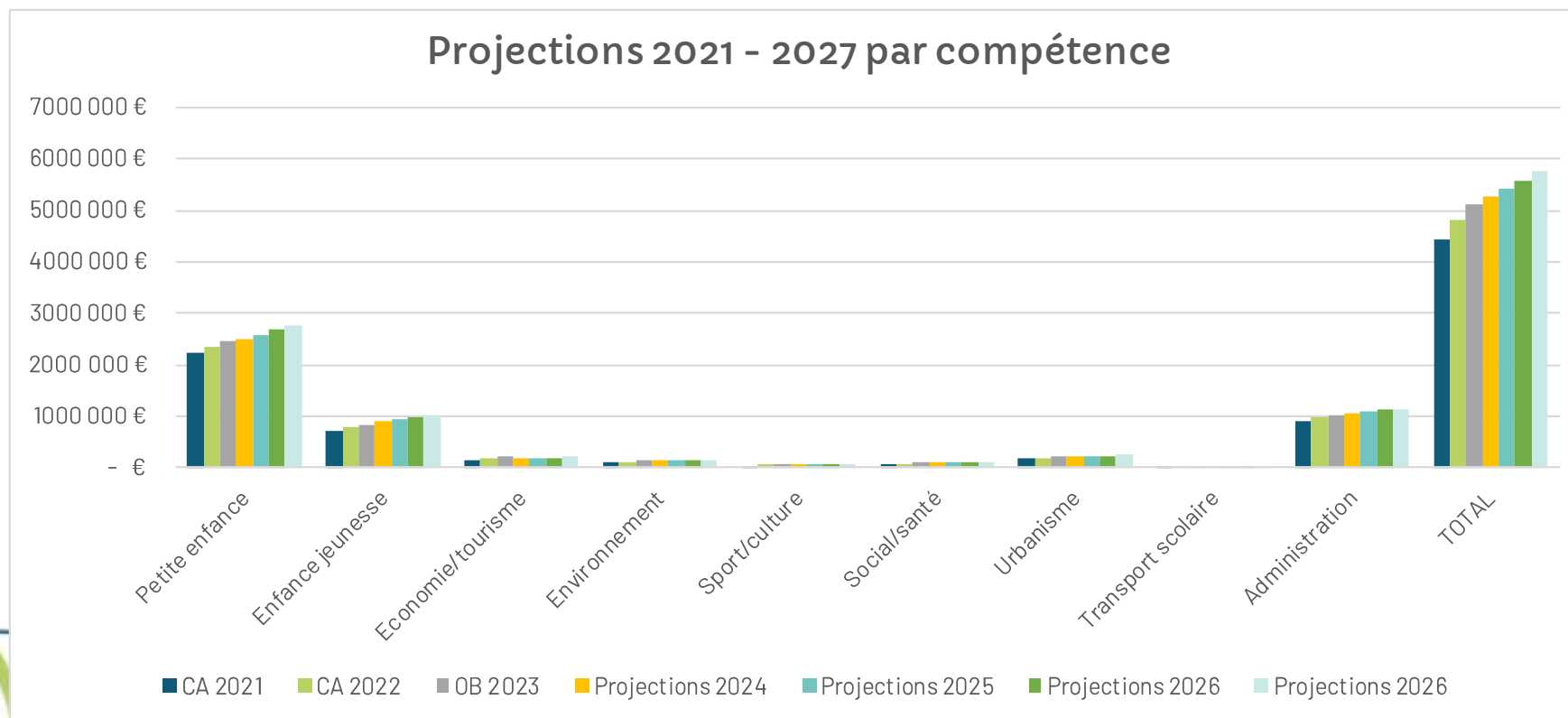
| | BP 2022 | CA 2022 | BP 2023 | Evolution BP 2022/BP 2023 en € | Evolution BP 2022/BP 2023 en % |
|-----------------------------|----------------|----------------|----------------|--------------------------------------|--------------------------------------|
| ALSH Morlaàs | 194 473 | 181 618 | 196 148 | 1 675 | 0.86% |
| ALSH Pontacq | 122 519 | 121 416 | 117 714 | -4 805 | -3.92% |
| ALSH Buros | 86 805 | 93 582 | 98 261 | 11 456 | 13.20% |
| ALSH Simacourbe | 95 753 | 103 755 | 101 273 | 5 520 | 5.76% |
| ALSH Serres-Morlaàs | 82 840 | 89 118 | 93 573 | 10 734 | 12.96% |
| ALSH Andoins | 85 427 | 69 889 | 40 482 | -44 944 | -52.61% |
| ALSH Ger | | | 26 224 | 26 224 | |
| TOTAL ALSH & AMS | 714 311 | 706 848 | 749 297 | 34 986 | 4.90% |

| | BP 2022 | CA 2022 | BP 2023 | Evolution BP 2022/BP 2023 (en €) | Evolution BP 2022/BP 2023 (en %) |
|------------------|------------------|------------------|------------------|--|--|
| SMA Buros | 403 000 | 412 542 | 442 731 | 39 731 | 9.86% |
| SMA Morlaàs | 545 184 | 554 314 | 597 156 | 51 973 | 9.53% |
| SMA Nousty | 374 502 | 391 501 | 440 371 | 65 869 | 17.59% |
| SMA Pontacq | 178 984 | 212 656 | 221 132 | 42 148 | 23.55% |
| SMA Ger | 217 535 | 223 541 | 232 764 | 15 229 | 7.00% |
| SMA renfort | 144 577 | 126 528 | 150 949 | 6 371 | 4.41% |
| TOTAL SMA | 1 944 882 | 2 008 056 | 2 170 356 | 225 474 | 11.59% |

Les orientations RH 2024-2027

Les hypothèses de travail intégrées

- Augmentation annuelle de +3 % chaque année pour prendre en compte le glissement vieillesse et technicité
- Retrait de dépenses 2023 exceptionnelles
- Impact RH de l'ouverture de Ger sur l'année à compter de 2024 : + 45 K€
- Inscription d'un renfort sur le service technique à compter de 2024 et non renouvellement du contrat de conseiller numérique dans l'hypothèse de la fin du financement de l'Etat



2) Les charges à caractère général : (+500 K€ par rapport au CA 2022)

Les évolutions incontournables : contexte et engagements pris

- Evolution des coûts d'achat de repas : + 55 K€
- Evolution des fluides : + 90,3 K€ (hypothèses TE64 puis inflation)
- Etudes : (+87,3 K€)
 - Solde de 31 K€ pour le projet culturel de territoire (10,3 K€ en 2022)
 - Étude de 38,7 K€ pour les marchés locaux (financement à hauteur de 32,9 K€)
 - GEMAPI : étude de danger sur le bassin de Buros (10,6 K€) + étude de vulnérabilité : 18 K€ en 2023 et 2024
- Changement de chapitre des logiciels/licences informatiques (au chap 65 en 2022) : + 40 K€
- ADS : reprise logicielle de données et intégration des modifications des documents d'urbanisme : 35 K€
- Edition des topoguides du PLR Ousse Gabas : 26 K€
- Finalisation du FISAC : 50 K€ (et une subvention complémentaire de 17,5 K€ en 2024)
- Augmentation des nettoyages de locaux : +31 K€

Les hypothèses de travail intégrées

- Mise en place d'actions PCAET :
 - 30 K€ d'études et 50 K€/an à partir de 2024
 - 15 K€ d'animations extérieures et 30 K€/an à partir de 2024
- Augmentation du contentieux en matière de PLUI : +10 K€/an
- Menu Neb (30 K€ en 2023 puis 10 K€/an – subvention de 12,5 K€ en 2023)
- Ouverture d'un ALSH sur Ger en septembre 2023 : 6,6 K€ en 2023, 21 K€ à partir de 2024
- Fonctionnement induit par les investissements :

| | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 | 2027 |
|---|------|------|----------|----------|-----------|-----------|-----------|
| Fonctionnement induit par les investissements | 0,00 | 0,00 | 2 000,00 | 7 205,00 | 18 096,00 | 23 377,00 | 33 660,00 |
| MSP Soumoulou | | | | 2 205,00 | 12 996,00 | 13 177,00 | 13 360,00 |
| Aire d'accueil des gens du voyage | | | | | | 5 000,00 | 15 000,00 |
| ADM | | | 2 000,00 | 5 000,00 | 5 100,00 | 5 200,00 | 5 300,00 |

3) Les attribution de compensation et autres atténuations de produits (stabilisées par rapport au CA 2022)

Les hypothèses de travail intégrées

- Attributions de compensation maintenues à 5 221,5 K€ dans l'hypothèse où tout mouvement sur les compétences serait intégralement répercuté sur les AC
- Pas d'inscription au titre du reversement exceptionnel de la partie du dégrèvement total de TH 2020 correspondant à la hausse de taux pratiquée entre 2017 et 2019

4) Les autres charges de gestion courante (+ 128 K€ par rapport au CA 2022)

4) a. Les participations aux syndicats (+66 K€)

| | CA 2022 | OB 2023 | Projections 2024 | Projections 2025 | Projections 2026 | Projections 2026 |
|----------------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|
| SM Val d'adour PETR | 20 658,30 | | | | | |
| SM Tourisme Lembeye | 105 056,00 | 107 200,00 | 109 300,00 | 111 500,00 | 113 700,00 | 116 000,00 |
| SM du Grand Pau | 25 152,46 | 28 700,00 | 25 700,00 | 26 200,00 | 26 700,00 | 27 200,00 |
| Syndicats GEMAPIENS | 297 544,23 | 337 450,00 | 331 450,00 | 361 450,00 | 361 450,00 | 361 450,00 |
| SMAA | 44 639,30 | 50 639,00 | 44 639,00 | 44 639,00 | 44 639,00 | 44 639,00 |
| SM Gabas | 12 321,93 | 46 228,00 | 46 228,00 | 46 228,00 | 46 228,00 | 46 228,00 |
| SM bassin versant des luys | 110 583,00 | 110 583,00 | 110 583,00 | 110 583,00 | 110 583,00 | 110 583,00 |
| SM Bassin du Gave de Pau | 130 000,00 | 130 000,00 | 130 000,00 | 160 000,00 | 160 000,00 | 160 000,00 |
| SM ZAEI Garlin | 47 502,00 | 47 502,00 | 47 502,00 | 47 502,00 | 47 502,00 | 47 502,00 |
| Numérique | 12 609,89 | 16 510,08 | 20 000,00 | 20 000,00 | 20 000,00 | 20 000,00 |
| Aéroport | 30 000,00 | 30 000,00 | 30 000,00 | 30 000,00 | 30 000,00 | 30 000,00 |
| Pôle métropolitain | 40 505,89 | 40 500,00 | 40 500,00 | 40 500,00 | 40 500,00 | 40 500,00 |
| TOTAL | 579 028,77 | 607 862,08 | 604 452,00 | 637 152,00 | 639 852,00 | 642 652,00 |

Les hypothèses de travail intégrées

- Hypothèse d'une hausse de la contribution au SMGP + 30 K€ en 2025 (passage à 160 K€)
- Numérique : 16,5 K€ en 2023 puis 20 K€/an
- Stabilité des autres contributions et participations

4) b. Les subventions aux associations (+92 K€ par rapport à 2022)

Les évolutions incontournables : contexte et engagements pris

- France Renov : + 57,5 K€ pour passage à 1 ETP sur chaque communauté de communes puis 2 %/an
- Associations à vocation sociale : 51,6 K€/an (retrait de la subvention à l'AGMS de 9 K€)
- France Services Pontacq : 10 K€ (5 K€ sur un autre chapitre en 2022)
- Syndicat de défense des vins du Madiran : maintien de l'aide 2022 de 7 K€/an jusqu'en 2025
- FISAC : + 14 K€ pour la finalisation du programme (20 bilans conseil + 20 labellisation préférence commerciale)

Les hypothèses de travail intégrées

- Associations à vocation économique : 10 K€/an + 1 K€ pour l'accompagnement des collectifs
- Enseignement musical avec les écoles d'Ousse Gabas : 85 K€ en 2023, 110 K€ à partir de 2024 pour le besoin supplémentaire de coordination
- Enveloppes « évènementiel » et « aide à la formation » figées (10 K€ et 42,7 K€)

5) Les charges exceptionnelles

Pas de montants projetés compte tenu de la nature de ces dépenses



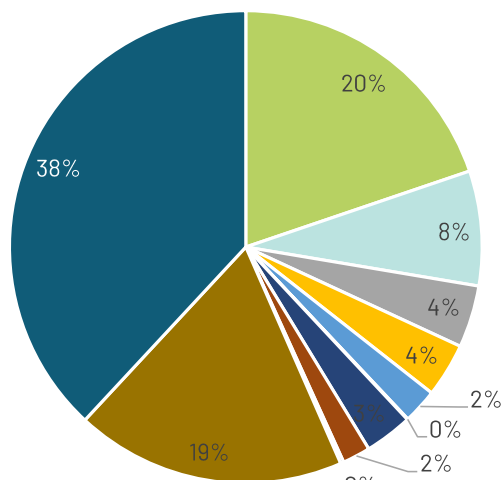


Dépenses de fonctionnement

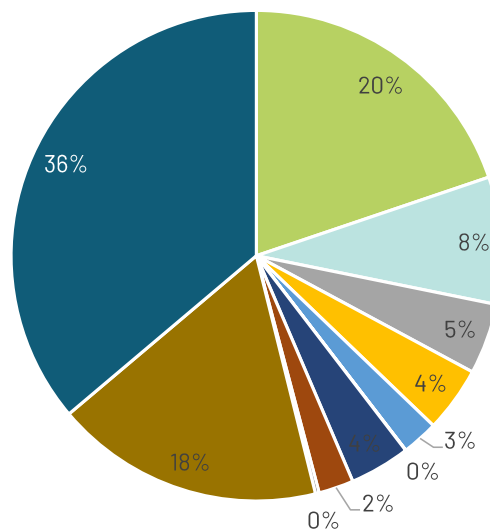
Evolution par compétence

| Charges de fct hors intérêts | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 | 2027 |
|------------------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|
| Petite enfance | 2 552 894 | 2 713 844 | 2 891 586 | 2 978 213 | 3 063 981 | 3 152 173 | 3 242 843 |
| Jeunesse | 916 087 | 1 076 908 | 1 173 592 | 1 264 702 | 1 300 641 | 1 337 769 | 1 375 900 |
| Economie/tourisme | 486 207 | 583 446 | 673 102 | 621 839 | 624 853 | 628 945 | 641 366 |
| Environnement | 506 877 | 506 689 | 623 464 | 644 807 | 659 503 | 664 306 | 669 249 |
| Sport/culture | 245 959 | 326 212 | 390 227 | 392 455 | 397 878 | 403 306 | 408 850 |
| Autres | 5 881 | 6 439 | 2 307 | 2 340 | 2 350 | 2 360 | 2 370 |
| Social/santé | 284 010 | 448 766 | 575 337 | 552 747 | 574 976 | 591 580 | 609 674 |
| Urbanisme | 243 883 | 261 800 | 333 407 | 293 003 | 300 726 | 308 654 | 327 791 |
| Transport scolaires | 29 615 | 30 265 | 45 000 | 45 300 | 45 609 | 45 927 | 46 255 |
| Administration | 2 435 154 | 2 536 203 | 2 558 184 | 2 663 907 | 2 671 337 | 2 718 598 | 2 766 970 |
| Attribution de compensation | 5 221 485 € | 5 221 485 € | 5 221 485 € | 5 221 485 € | 5 221 485 € | 5 221 485 € | 5 221 485 € |
| TOTAL | 12 928 052 | 13 712 056 | 14 487 691 | 14 680 798 | 14 863 340 | 15 075 103 | 15 312 753 |

Répartition dépenses
fonctionnement
réelles 2022

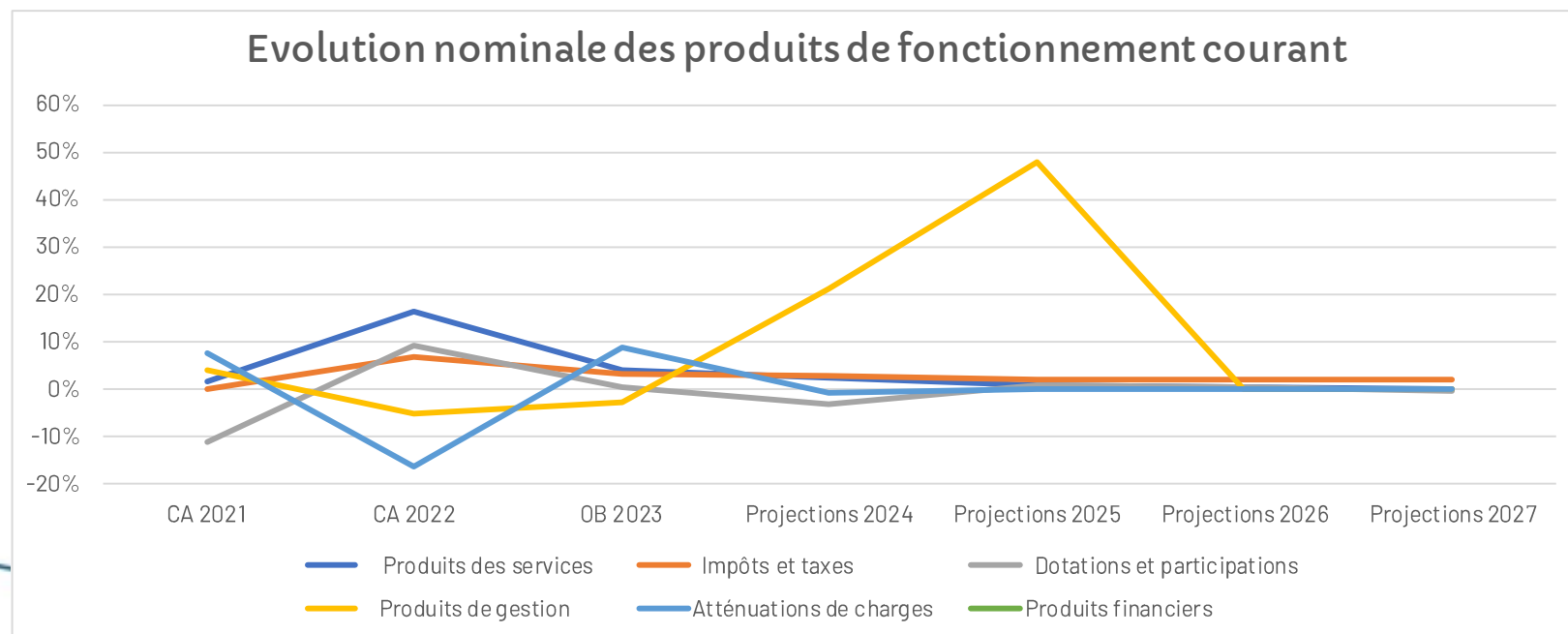


Répartition dépenses fonctionnement
réelles 2023



B) EVOLUTIONS PREVISIONNELLES DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT

| | CA 2021 | CA 2022 | OB 2023 | Projections 2024 | Projections 2025 | Projections 2026 | Projections 2027 |
|--|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|
| Produits des services | 747 555 | 870 042 | 904 390 | 925 692 | 932 264 | 936 767 | 938 313 |
| Impôts et taxes | 9 524 764 | 10 164 238 | 10 506 852 | 10 791 790 | 11 023 535 | 11 237 858 | 11 457 340 |
| Dotations et participations | 3 411 521 | 3 719 169 | 3 730 735 | 3 612 929 | 3 635 854 | 3 655 587 | 3 642 815 |
| Produits de gestion | 191 205 | 181 051 | 175 679 | 212 489 | 314 006 | 314 339 | 314 677 |
| Atténuations de charges | 157 424 | 131 556 | 143 000 | 142 000 | 142 000 | 142 000 | 142 000 |
| Produits financiers | - | 5 015 | - | - | - | - | - |
| PRODUITS DE FONCTIONNEMENT COURANT | 14 032 469 | 15 071 070 | 15 460 656 | 15 684 900 | 16 047 659 | 16 286 551 | 16 495 145 |
| Produits exceptionnels larges hors cessions d'immo | 27 460 | 94 357 | 10 094 | - | - | - | - |
| PRODUITS DE FONCTIONNEMENT | 14 059 929 | 15 165 426 | 15 470 750 | 15 684 900 | 16 047 659 | 16 286 551 | 16 495 145 |
| % d'évolution en nominal | -2,8% | 7,9% | 2,0% | 1,4% | 2,3% | 1,5% | 1,3% |



1) Les impôts et taxes : (+ 360 K€ par rapport au CA 2022)

| | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 | 2027 |
|--|---------------------|----------------------|----------------------|----------------------|----------------------|----------------------|----------------------|
| Impôts et taxes | 9 524 763,55 | 10 164 237,68 | 10 506 852,31 | 10 791 790,13 | 11 023 534,55 | 11 237 858,13 | 11 457 340,27 |
| Taxes foncières et d'habitation | 2 752 024 | 2 899 267 | 2 943 591 | 3 009 125 | 3 070 886 | 3 123 336 | 3 176 938 |
| CVAE | 802 717 | 835 678 | - | - | - | - | - |
| TASCOM | 182 971 | 194 840 | 196 788 | 198 756 | 200 744 | 202 751 | 204 779 |
| IFER | 85 758 | 92 647 | 93 573 | 94 509 | 95 454 | 96 409 | 97 373 |
| Autres impôts locaux ou assimilés (rôles suppl.) | 15 654 | 23 130 | 40 000 | 40 000 | 40 000 | 40 000 | 40 000 |
| Attribution de compensation | 40 812 | 40 812 | 40 811 | 40 811 | 40 811 | 40 811 | 40 811 |
| Taxe GEMAPI | 405 262 | 324 880 | 332 646 | 398 509 | 411 159 | 411 808 | 412 478 |
| Redevance des mines | 12 562 | 19 927 | 15 000 | 15 000 | 15 000 | 15 000 | 15 000 |
| Taxe de séjour | 3 840 | - | - | - | - | - | - |
| Produit TVA reversée | 5 223 164 | 5 733 057 | 6 844 443 | 6 995 079 | 7 149 481 | 7 307 743 | 7 469 962 |

Les évolutions incontournables : contexte et engagements pris

- Actualisation forfaitaire de +7,1 % en 2023 et croissance physique de 0,7 % sur les seules bases de foncier bâti
- Bases des locaux professionnels et commerciaux de FB et CFE : + 1 %
- Produit de TVA transféré : +5,1 % en 2023
- Suppression de la CVAE : calcul du produit moyen 2020-2022 soit 818,8 K€. Maintien des compensations 2022 car impossibilité de les dissocier des compensations de CFE à ce jour

Les hypothèses de travail intégrées

- Taux : stabilité sur toute la période
- Taxe GEMAPI : calibrée pour couvrir les dépenses de l'exercice y compris les dépenses de personnel
- Actualisation forfaitaire des bases : +3,5 % en 2024, + 3 % en 2025 et + 2,1 % en 2026 et 2027

Croissance physique : sur les bases de foncier bâti (hors locaux pro et commerciaux) : + 1%/an

Produit de TVA transféré : +2,5 %/ an pour la part correspondant à la compensation de la suppression de la TH. Figé pour la part liée à la suppression de la CVAE faute de visibilité sur le fonds national de l'attractivité des territoires

Produits post TP (IFER, TASCOM, TAFNB) : + 1%/an

2) Les dotations et participations (+11 K€ par rapport au CA 2022)

Les évolutions incontournables : contexte et engagements pris

- Subvention CAF :
 - Retrait de la régularisation 2021 de CTG perçue en 2022 : - 365,4 K€
 - Au niveau de la PS : projection selon des données d'activités similaires au réalisé 2022
 - Intégration des participations attendues suite à la mise en place du LAEP
- Compensations fiscales : maintien des montants 2022 en l'absence de visibilité sur la quote-part concernant la CVAE. Cette compensation sera en réalité intégrée au produit de TVA transféré
- Retrait des subventions régionales et DREAL (-7,5 K€) sur la gestion des pelouses sèches
- FISAC : versement complémentaire de 17,5 K€ en 2024
- Etude marchés locaux : 23,2 K€ de subventions (+participation communes chap 70)
- Conseiller numérique : solde de 40 K€ en 2023

Les hypothèses de travail intégrées

- Dotation d'intercommunalité : recalcul en 2023 puis évolution du CIF et du potentiel fiscal à +0,2 %/an
Dotation de compensation : -0,74 % en 2023 compte tenu de l'abondement externe partiel de la dotation d'intercommunalité. Hypothèse d'un retour à -2,1 % les années suivantes
- FDPTP : hypothèse d'une remobilisation du fonds Menu NEB : 12,5 K€ du CD64
- Ouverture de l'ALSH de Ger : prestation de service de 5,5 K€ en 2023 puis 22 K€/an – pas de bonus CTG
- France Rénov : 151 K€ de subvention pour passage à 1 ETP sur chaque EPCI. Hypothèse d'un retrait de 90 K€ de subvention à partir de 2024 (partie SARE). Le reste à charge de la CCNEB passe de 5,2 K€ en 2022 à 10,4 K€ en 2023 puis 41 K€ à partir de 2024

3) Les produits de service (+35 K€ par rapport au CA 2022)

Les évolutions incontournables : contexte et engagements pris

- Participations des communes engagées dans le programme PVD pour l'étude sur les marchés locaux et la vidéo (17,7 K€ au total)

Les hypothèses de travail intégrées

- France rénov' : augmentation de la participation de la CCBG en lien avec l'ajout d'un ETP partagé avec notre EPCI : soit 28,9 K€ au total, contre 16,8 K€ en 2022. Passage à 41 K€ en 2024 en lien avec la suppression d'une partie de la subvention régionale
- Pas d'intégration de la révision des tarifs sur l'enfance et jeunesse. Et aucune évolution sur les différents tarifs les années suivantes
- Intégration de l'ALSH de Ger : 8 K€ en 2023 puis 33 K€ à partir de 2024

4) Les autres produits de gestion courante : (-7 K€ par rapport au CA 2022)

Les évolutions incontournables : contexte et engagements pris

- Retrait des derniers loyers perçus en 2022 sur la trésorerie de Lembeye (-3,3 K€)

Les hypothèses de travail intégrées

- Location du logement au dessus de la trésorerie de Morlaàs à compter de juillet 2023 (500 €/mois)
- Intégration de la location de la MSP de Soumoulou à partir d'octobre 2024 (33,7 K€) puis environ 135 K€/an
- Baisse des titres restaurant (constatation part salariale) : - 4,6 K€ en 2023, montant figé ensuite

5) Les atténuations de charges : (+23 K€ par rapport au CA 2022)

142 K€ par an – remboursement IJ et détachement du délégué syndical

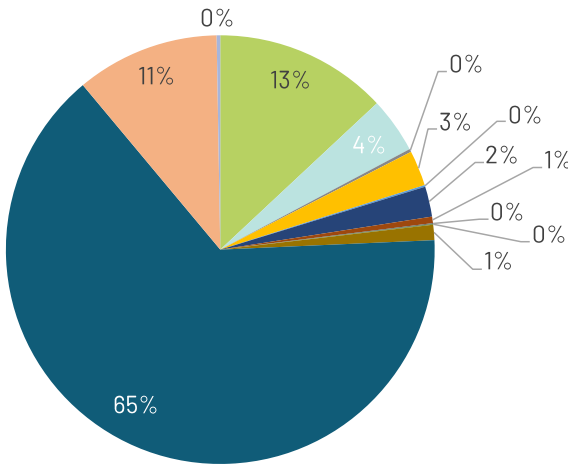


Recettes de fonctionnement

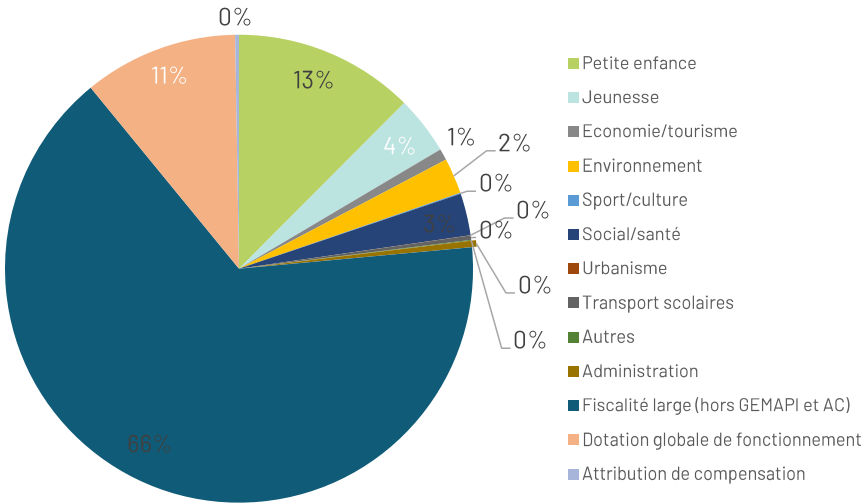
Evolution par compétence

| Produits de fonctionnement | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 | 2027 |
|-------------------------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|
| Petite enfance | 1 801 136 | 1 976 576 | 1 932 458 | 1 978 058 | 2 016 358 | 2 031 758 | 2 031 758 |
| Jeunesse | 558 835 | 635 963 | 621 714 | 666 389 | 668 997 | 671 640 | 674 700 |
| Economie/tourisme | 70 408 | 34 316 | 122 132 | 63 737 | 46 237 | 46 237 | 46 237 |
| Environnement | 495 022 | 405 327 | 381 687 | 448 609 | 461 259 | 461 908 | 462 578 |
| Sport/culture | 9 500 | 19 201 | 10 227 | 10 227 | 10 227 | 10 227 | 10 227 |
| Social/santé | 197 897 | 345 150 | 449 690 | 341 977 | 445 531 | 447 925 | 449 060 |
| Urbanisme | 2 189 | 73 831 | 2 014 | 2 014 | 2 014 | 2 014 | 2 014 |
| Transport scolaires | 33 906 | 10 229 | 47 500 | 28 750 | 28 750 | 28 750 | 28 750 |
| Autres | 21 087 | 8 252,77 | 7 998,59 | 11 078,58 | 11 189,36 | 11 301,26 | 11 414,27 |
| Administration | 107 986 € | 174 394 € | 69 845 € | 83 751 € | 83 751 € | 83 751 € | 83 751 € |
| Fiscalité large (hors GEMAPI et AC) | 9 074 850 € | 9 798 546 € | 10 133 396 € | 10 352 470 € | 10 571 565 € | 10 785 239 € | 11 004 052 € |
| Dotation globale de fonctionnement | 1 646 301 € | 1 637 815 € | 1 651 278 € | 1 657 027 € | 1 660 969 € | 1 664 990 € | 1 649 794 € |
| Attribution de compensation | 40 812 € | 40 812 € | 40 811 € | 40 811 € | 40 811 € | 40 811 € | 40 811 € |
| TOTAL | 14 059 929 | 15 160 412 | 15 470 750 | 15 684 900 | 16 047 659 | 16 286 551 | 16 495 145 |

Répartition recettes
fonctionnement
réelles 2022



Répartition recettes fonctionnement
réelles 2023





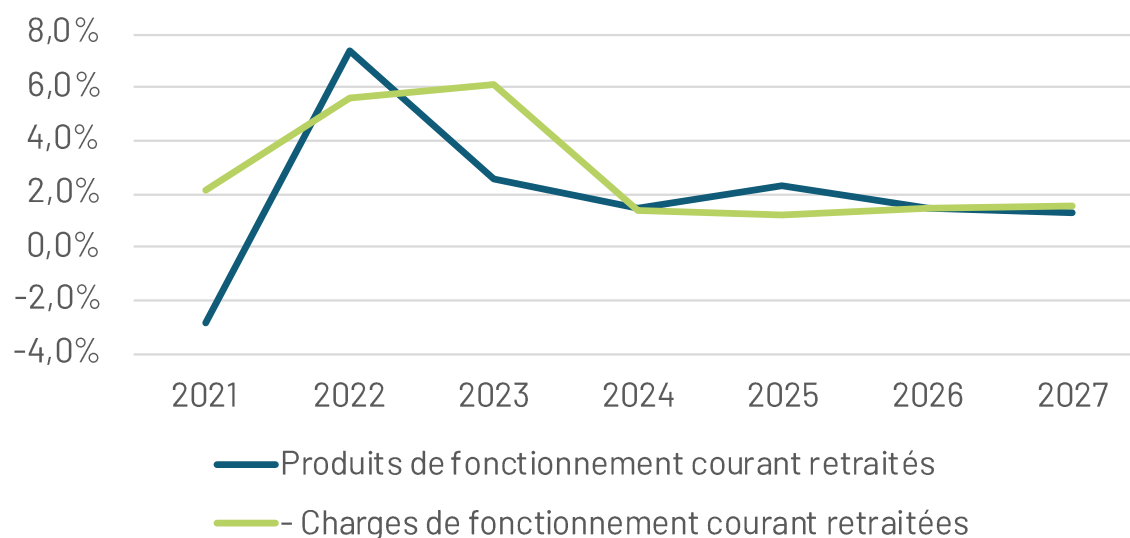
C/LES SOLDES D'EPARGNE PRIMAIRES

| | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 | 2027 |
|--|------------------|------------------|----------------|------------------|------------------|------------------|------------------|
| Produits de fonctionnement courant retraités | 14 032 469 | 15 071 070 | 15 460 656 | 15 684 900 | 16 047 659 | 16 286 551 | 16 495 145 |
| - Charges de fonctionnement courant retraitées | 12 914 924 | 13 637 548 | 14 474 791 | 14 659 298 | 14 861 240 | 15 072 985 | 15 310 617 |
| = EXCEDENT BRUT COURANT retraité (EBC) | 1 117 545 | 1 433 521 | 985 865 | 1 025 602 | 1 186 419 | 1 213 566 | 1 184 529 |
| + Solde exceptionnel large | 14 332 | 19 849 | -2 806 | -1 500 | -1 500 | -1 500 | -1 500 |
| = produits exceptionnels larges hors cessions d'immo | 27 460 | 94 357 | 10 094 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| - charges exceptionnelles larges retraitées | 13 128 | 74 508 | 12 900 | 1 500 | 1 500 | 1 500 | 1 500 |
| = EPARGNE DE GESTION retraitée (EG) | 1 131 877 | 1 453 370 | 983 059 | 1 024 102 | 1 184 919 | 1 212 066 | 1 183 029 |

La prise en compte des engagements pris et la formulation des hypothèses décrites conduisent :

- à une nette contraction de l'excédent brut courant en 2023 qui passe de 1 453 K€ en 2022 à 983 K€
- La dynamique des recettes, supérieure les 2 années suivantes à celle des dépenses permettent à l'EBC de revenir à 1 184 K€
- Les hypothèses d'évolution étant les mêmes sur la fin de la prospective, l'EBC se stabilise autour de 1 200 K€

Evolution nominale du fonctionnement courant



2. La section d'investissement

A) Le Plan Pluriannuel d'Investissement

1) Dépenses :

- Contribution CIS de Lembeye : sur 3 ans à partir de 2023, réévaluation du montant à 240 K€ (contre 200,9 K€)
- Diffuseur : 54,9 K€ suite à la DUP en 2024 puis 274,3 K€ au démarrage des travaux en 2026 (solde 110 K€ hors prospective)
- En l'absence d'éléments, reprise des montants initialement prévus (un seul appel en 2019) sans démarrage du remboursement des avances sur la prospective
- Lancement d'un 2nd projet de plantation de haies bocagères pour 132,6 K€ en plus des RAR du 1^{er} projet
- Enveloppe de 135 K€ d'aides directes aux entreprises (FISAC) et 50 K€ pour l'aide à l'immobilier (100 K€ les années suivantes) – réalisation du PLR en 2023 pour 88,4 K€ (marchés passés) avec 60 K€ de subventions
- Pépinière d'entreprises : inscription de 800 K€ sur 2 ans en 2026 – 2027 avec 30 % du HT en subvention
- Finalisation des travaux d'extension du siège de la CCNEB pour 912 K€ avec 582 K€ de recettes
- Réalisation de la MSP de Soumoulou sur 2023 et 2024 (3 647 K€ – 1 708 K€ de subventions/FCTVA et un emprunt de 1 939 K€)
- Reconstruction de l'EJ de Morlaàs sur 2023 pour 536 K€ avec 238 K€ de recettes
- Planification : Finalisation du PLUi Ousse-Gabas en 2023, étalement des dépenses du PLUi PMCVB jusqu'en 2025 avec les derniers documents à l'échelon communal et inscription d'une enveloppe de 100 K€ en 2026 et 2027
- Démarrage de la mise en œuvre de l'aire d'accueil des gens du voyage avec des études dès 2023 pour un total projeté de 715 K€ de dépenses et 367 K€ de recettes
- Regualification de la ZA de Berlanne : 750 K€ sur la période sans subvention
- Prise en charge en 2023 et 2024 du déficit de 650 K€ évalué sur la zone de Berlanne Ouest

| DEPENSES | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 | 2027 |
|---|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|
| EHPAD (1er versement/3) | - | - | 72 000 | 72 000 | - | - | - |
| Diffuseur | - | 4 862 | - | 54 862 | - | 274 300 | - |
| CIS Lembeye | - | - | 80 000 | 80 000 | 80 000 | - | - |
| Numérique - avance remboursable | - | - | 58 780 | 63 008 | 46 860 | 31 447 | 15 837 |
| Opération pr cpte de tiers 10 : plantation de haies bocagères | - | 55 627 | 189 929 | - | - | - | - |
| Opération 20 : Décharges-ISDI | 425 585 | 372 235 | - | - | - | - | - |
| Opération 25 : Travaux de bâtiments | 85 501 | 69 541 | 331 348 | 150 000 | 150 000 | 150 000 | 150 000 |
| Opération 31 : Acquisition de matériel | 66 700 | 55 366 | 132 772 | 70 000 | 70 000 | 70 000 | 70 000 |
| Opération 34 : Economie | 44 797 | 31 124 | 273 351 | 184 000 | 100 000 | 500 000 | 500 000 |
| Opération 38 : Etudes | 5 916 | 54 445 | 33 076 | 20 000 | 20 000 | 50 000 | 20 000 |
| Opération 45 : Planification | 99 078 | 142 477 | 180 332 | 110 000 | 120 000 | 100 000 | 100 000 |
| Opération 46 : GEMAPI | - | 14 202 | 35 024 | 20 000 | 20 000 | 20 000 | 20 000 |
| Opération 47 : Aires d'accueil des gens du voyage | - | - | 14 700 | 100 000 | 100 000 | 300 000 | 200 000 |
| Opération 48 : Piscines | 27 153 | - | 56 300 | 50 000 | 50 000 | - | - |
| Opération 49 : MSP Soumoulou | - | 31 106 | 1 477 685 | 2 137 669 | - | - | - |
| Opération 50 : Extension du siège | 25 768 | 62 280 | 911 682 | - | - | - | - |
| Opération 51 - Habitat | 35 424 | 39 916 | 40 000 | 40 000 | 40 000 | 40 000 | 40 000 |
| Opération 52 : Requalification ZAE (52) | - | - | 49 209 | 100 000 | 300 000 | 150 000 | 150 000 |
| Opération 53 : reconstruction EJ Morlaàs | - | - | 296 360 | 240 000 | - | - | - |
| Opération 54 : Signalétique ZA | - | - | 75 000 | - | - | - | - |
| Hors opération - dt site internet | - | 35 592 | 15 000 | - | - | - | - |
| Entrée au capital SPL des Pyrénées Atlantiques | - | 2 500 | - | - | - | - | - |
| Autres - constatation déficit ZAE | 190 340 | 153 385 | 350 000 | 300 000 | - | - | - |
| Total des dépenses d'équipement | 1 006 262 | 1 124 660 | 4 672 548 | 3 791 539 | 1 096 860 | 1 685 747 | 1 265 837 |

12 512 K€ de dépenses d'équipement projetées sur la période 2023-2027

2) Recettes

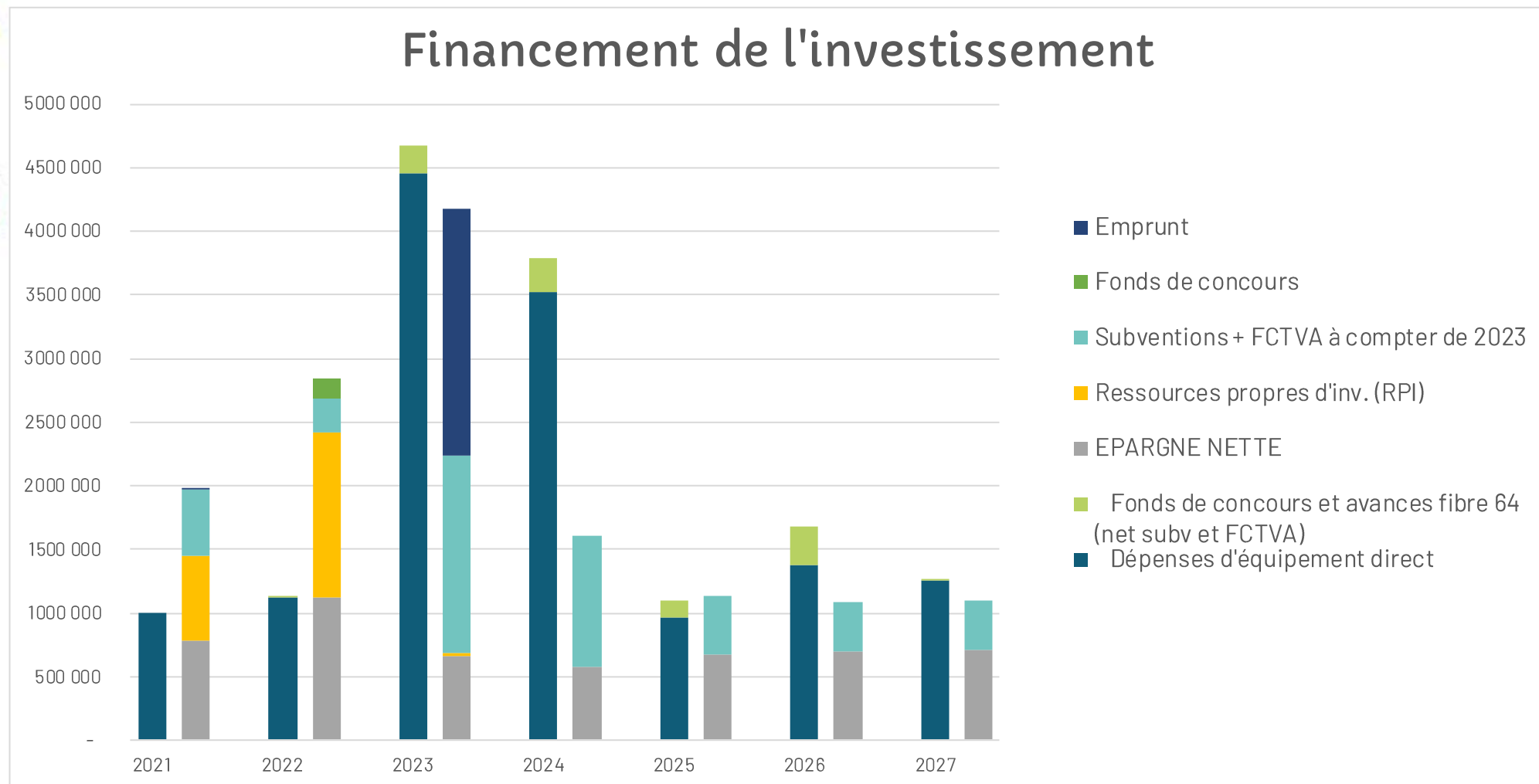
Afin de financer les dépenses d'investissement, la CCNEB dispose des ressources suivantes :

- 3 851 K€ de subventions diverses et de FCTVA

| <u>RECETTES</u> | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 | 2027 |
|---|------------------|------------------|------------------|------------------|----------------|----------------|----------------|
| Opération pr cpte de tiers 10 : plantation de haies bocagères | | 44 793 | 175 139 | | | | |
| Opération 20 : Décharges-ISDI | 290 913 | 335 789 | | | | | |
| Opération 25 : Travaux de bâtiments | 20 714 | 9 886 | 124 525 | 32 800 | 24 600 | 24 600 | 24 600 |
| Opération 31 : Acquisition de matériel | 1 700 | | 16 700 | 16 500 | 11 500 | 11 500 | 11 500 |
| Opération 34 : Economie | 159 090 | - | 59 991 | | | 165 616 | 165 616 |
| Opération 38 : Etudes | | 11 544 | 14 100 | 3 300 | 3 300 | 8 200 | 3 300 |
| Opération 44 : Extension MSP | 45 986 | | | | | | |
| Opération 45 : Planification | | 18 494 | 2 100 | | | | |
| Opération 46 GEMAPI | | | 3 500 | 3 300 | 3 300 | 3 300 | 3 300 |
| Opération 47 : Aires d'accueil des gens du voyage | | | | 16 400 | 50 000 | 150 000 | 150 000 |
| Opération 48 : Piscines | | | 5 100 | 8 200 | 8 200 | - | - |
| Opération 49 : MSP Soumoulou | | | 582 000 | 811 100 | 314 643 | - | - |
| Opération 50 : Extension du siège | | | 449 600 | - | - | - | - |
| Opération 52 : Requalification ZAE Berlanne (52) | | | 4 900 | 16 400 | 49 200 | 24 600 | 24 600 |
| Opération 53 : reconstruction EJ Morlaàs | | - | 111 000 | 127 000 | - | - | - |
| Opération 54 : Signalétique ZA | | | 9 200 | - | - | - | - |
| FCTVA toutes opérations + autres recettes | 53 081 | 38 060 | 22 500 | | | | |
| Reversement taxe d'aménagement sur ZAE | | 3 451 | | | | | |
| Autres emprunts | 500 | | | | | | |
| Cession (retraitement art 775) | 72 983 | 18 300 | | | | | |
| Reversement excédent vente vectura (retraitement) puis rem | 540 708 | 1 240 057 | | | | | |
| Total des recettes réelles d'investissement | 1 185 675 | 1 720 373 | 1 580 354 | 1 035 000 | 464 743 | 387 816 | 382 916 |

Compte tenu de l'écart entre les prévisions de dépenses et recettes du PPI, il est nécessaire d'étudier le volume du recours à l'emprunt nécessaire et ses conséquences sur les soldes d'épargne

B) Le financement de l'investissement



| | Dépenses | Financement |
|-----------------------------------|------------|-------------|
| Dép d'inv hors annuité en capital | 12 512 530 | - |
| Financement de l'investissement | | - |
| EPARGNE NETTE | | 3 307 474 |
| Ressources propres d'inv. (RPI) | | 22 500 |
| Fonds de concours | | - |
| Subventions yc DGE | | 3 828 329 |
| Emprunt | | 1 938 717 |
| Variation de l'excédent global | | 3 415 510 |

Sur la période, les dépenses d'équipement ont été financées par :

- L'emprunt pour 16 %
- Des recettes d'investissement pour 31%
- L'épargne nette pour 26 %
- La variation de l'excédent global de clôture pour 27 %

C) La dette et l'épargne

La dette ancienne

| | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 | 2027 |
|---|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|
| Capital de la dette | 261 041 | 251 977 | 252 436 | 259 985 | 267 497 | 275 579 | 246 603 |
| <i>dont capital de la dette court terme</i> | | | | | | | |
| Intérêts bruts courus de la dette | 92 814 | 84 403 | 76 584 | 68 455 | 60 005 | 51 228 | 42 640 |
| ICNE | -2 503 | -2 524 | -2 610 | -2 700 | -2 792 | -2 888 | -2 987 |
| Annuité de la dette | 351 352 | 333 856 | 326 409 | 325 740 | 324 710 | 323 919 | 286 255 |

La CCNEB dispose d'une structure de dette saine et sans risque, uniquement constituée de 10 emprunts classés en A1 dans la charte Gissler. Tous sont à taux fixe.

| BUDGET CONSOLIDÉ - Capital restant dû au 01/01/2023 | | | | |
|---|----------------|-------------------|-----------------------------------|-------------|
| | BUDGET GENERAL | BA Berlanne Ouest | BA Régie des transports scolaires | TOTAL |
| Capital restant dû au 01/01/2023 | 2 575 170 € | 323 783 € | 346 953 € | 3 245 906 € |
| Capital restant dû au 01/01/2024 | 2 322 734 € | 267 927 € | 300 075 € | 2 890 736 € |
| Capital restant dû au 01/01/2025 | 2 062 749 € | 211 005 € | 252 576 € | 2 526 330 € |
| Capital restant dû au 01/01/2026 | 1 795 252 € | 152 968 € | 204 448 € | 2 152 668 € |
| Capital restant dû au 01/01/2027 | 1 519 673 € | 93 763 € | 155 678 € | 1 769 114 € |

VARIATION DE L'EXCEDENT GLOBAL DE CLOTURE

| | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 | 2027 |
|---|----------------|------------------|-----------------|-------------------|---------------|-----------------|-----------------|
| Recettes réelles totales | 15 245 604 | 16 885 800 | 18 989 821 | 16 719 900 | 16 512 402 | 16 674 367 | 16 878 061 |
| - Dépenses réelles totales | 14 286 288 | 15 170 572 | 19 486 648 | 18 902 178 | 16 475 069 | 17 273 673 | 17 052 494 |
| = Variation de l'excédent de clôture | 959 316 | 1 715 228 | -496 826 | -2 182 278 | 37 333 | -599 306 | -174 433 |

EXCEDENT GLOBAL DE CLOTURE

| | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 | 2027 |
|---|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|
| Résultat reporté n-1 (yc 1068) | 4 149 225 | 5 108 541 | 6 901 474 | 6 404 648 | 4 222 370 | 4 259 703 | 3 660 397 |
| + Ajustement EGC n-1 | 0 | 77 706 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| = Résultats capitalisés n | 4 149 225 | 5 186 247 | 6 901 474 | 6 404 648 | 4 222 370 | 4 259 703 | 3 660 397 |
| + Variation EGC n | 959 316 | 1 715 228 | -496 826 | -2 182 278 | 37 333 | -599 306 | -174 433 |
| Excédent global de clôture (EGC) | 5 108 541 | 6 901 474 | 6 404 648 | 4 222 370 | 4 259 703 | 3 660 397 | 3 485 964 |

COEFFICIENT D'EXCEDENT GLOBAL DE CLOTURE

| | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 | 2026 |
|----------------------------------|------|------|------|------|------|------|------|
| EGC / Dépenses réelles (en jour) | 131 | 166 | 120 | 82 | 94 | 77 | 75 |

Aucun emprunt n'est projeté au-delà de celui réalisé en 2023 pour la construction de la MSP pour 1 939 K€

En effet, compte tenu du niveau d'épargne nette et des autres recettes d'investissement projetés, la CCNEB peut mobiliser son excédent global de clôture pour assurer le financement des investissements

Le coefficient d'EGC reste sur toutes la période au-delà des 75 jours, cela veut dire que la Communauté de communes peut assumer ses dépenses sans encaissement de recettes pendant cette période. On considère prudent de conserver à minima 30 jours (encaissement des douzièmes de fiscalité)

| Emprunt MSP Soumoulou | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 | 2027 |
|-------------------------------------|----------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|
| Capital de la dette nouvelle | | 46 552,00 | 48 414,00 | 50 351,00 | 52 365,00 |
| Intérêts de la dette nouvelle | | 77 549,00 | 75 687,00 | 73 750,00 | 71 736,00 |
| Annuité de la dette nouvelle | - | 124 101,00 | 124 101,00 | 124 101,00 | 124 101,00 |

| Emprunt Berlanne Ouest | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 | 2027 |
|-------------------------------------|----------|----------|------------------|------------------|------------------|
| Capital de la dette nouvelle | | | 58 037,06 | 59 205,54 | 60 429,35 |
| Intérêts de la dette nouvelle | | | 8 620,55 | 6 215,40 | 3 754,92 |
| Annuité de la dette nouvelle | - | - | 66 657,61 | 65 420,94 | 64 184,27 |

Après intégration de l'annuité de dette de l'emprunt de la MSP et de la dette de Berlanne Ouest compte tenu de l'hypothèse d'une clôture de ce budget annexe au 31/12/2024, l'annuité totale atteint au maximum 515 K€ en 2025

Le profil d'extinction de la dette ancienne offre un réel effet de levier en 2027 uniquement, ce qui permet de revenir à une annuité de 474 K€

Compte tenu du niveau des produits de fonctionnement, cette annuité génère un taux d'endettement très soutenable, à 2,9 %. Les marges d'emprunt restent donc préservées pour le mandat suivant

| | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 | 2027 |
|---------------------------------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|
| Capital de la dette antérieure | 261 041 | 251 977 | 252 436 | 259 985 | 267 497 | 275 579 | 246 603 |
| Intérêts de la dette antérieure | 90 311 | 81 879 | 73 974 | 65 755 | 57 213 | 48 340 | 39 653 |
| Annuité de la dette antérieure | 351 352 | 333 856 | 326 409 | 325 740 | 324 710 | 323 919 | 286 255 |
| Capital de la dette nouvelle | | | 0 | 46 552 | 106 451 | 109 557 | 112 794 |
| Intérêts de la dette nouvelle | | | 0 | 77 549 | 84 308 | 79 965 | 75 491 |
| Annuité de la dette nouvelle | 0 | 0 | 0 | 124 101 | 190 759 | 189 522 | 188 285 |
| Capital de la dette | 261 041 | 251 977 | 252 436 | 306 537 | 373 948 | 385 135 | 359 397 |
| Intérêts de la dette | 90 311 | 81 879 | 73 974 | 143 304 | 141 520 | 128 306 | 115 144 |
| Annuité de la dette | 351 352 | 333 856 | 326 409 | 449 841 | 515 468 | 513 441 | 474 541 |
| Taux d'endettement long terme | 2,5% | 2,2% | 2,1% | 2,9% | 3,2% | 3,2% | 2,9% |

| | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 | 2027 |
|--|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|
| Evolution Taux d'Imposition | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% |
| Produit fiscal strict | 2 752 024 | 2 899 267 | 2 943 591 | 3 009 125 | 3 070 886 | 3 123 336 | 3 176 938 |
| Autres impôts et taxes | 6 772 740 | 7 264 971 | 7 563 261 | 7 782 665 | 7 952 649 | 8 114 522 | 8 280 402 |
| Dotations et participations | 3 411 521 | 3 719 169 | 3 730 735 | 3 612 929 | 3 635 854 | 3 655 587 | 3 642 815 |
| Autres produits fct courant | 1 096 184 | 1 187 663 | 1 223 069 | 1 280 180 | 1 388 271 | 1 393 107 | 1 394 990 |
| Produits exceptionnels larges | 27 460 | 94 357 | 10 094 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Produits de Fonctionnement | 14 059 929 | 15 165 426 | 15 470 750 | 15 684 900 | 16 047 659 | 16 286 551 | 16 495 145 |
| Evolution nominale Charges fct courant strictes | 3,4% | 10,4% | 10,4% | 2,1% | 2,2% | 2,3% | 2,5% |
| Charges fct courant strictes | 7 251 971 | 8 005 598 | 8 840 754 | 9 025 261 | 9 227 203 | 9 438 948 | 9 676 580 |
| Atténuations de produits | 5 662 953 | 5 631 950 | 5 634 037 | 5 634 037 | 5 634 037 | 5 634 037 | 5 634 037 |
| Ch. exceptionnelles larges | 13 128 | 74 508 | 12 900 | 1 500 | 1 500 | 1 500 | 1 500 |
| Annuité de dette | 351 352 | 333 856 | 326 409 | 449 841 | 515 468 | 513 441 | 474 541 |
| Ch. de Fonctionnement larges | 13 279 404 | 14 045 912 | 14 814 100 | 15 110 639 | 15 378 209 | 15 587 926 | 15 786 657 |
| Epargne nette | 780 526 | 1 119 514 | 656 650 | 574 260 | 669 450 | 698 625 | 708 488 |
| Dép Inv. hs Capital | 1 006 262 | 1 124 660 | 4 672 548 | 3 791 539 | 1 096 860 | 1 685 747 | 1 265 837 |
| Rec.Inv. hs Emprunt | 1 185 175 | 1 720 373 | 1 580 354 | 1 035 000 | 464 743 | 387 816 | 382 916 |
| Emprunt | 500 | 0 | 1 938 717 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Variation EGC choisie | 959 316 | 1 715 228 | -496 826 | -2 182 278 | 37 333 | -599 306 | -174 433 |

Les hypothèses de fonctionnement inscrites dans les orientations budgétaires 2023 permettent d'afficher une épargne nette préservée entre 600 et 700 K€ sur la période prospective

Ce niveau, et les excédents cumulés antérieurement, permet d'assumer un programme de dépenses d'équipement ambitieux de 12 512 K€ avec un emprunt unique de 1 939 K€ sur la période

- Le contexte actuel rend manifeste notre dépendance aux événements extérieurs, qu'ils soient géopolitiques ou encore climatiques
- Une vigilance accrue à l'évolution de notre fonctionnement courant est donc primordiale pour nous permettre de faire éventuellement face à de l'imprévu
- Plusieurs projets, encore au stade de la réflexion, peuvent encore influencer la projection faite sur ces orientations budgétaires, à savoir :
 - La volonté de réviser nos tarifs, notamment au niveau de l'enfance et jeunesse en tenant compte des contraintes financières de la collectivité, du profil des familles usagers et des tarifs pratiqués par les autres collectivités
 - Le déploiement de services de mobilité à destination des habitants du territoire Nord Est Béarn aux côtés du Conseil Régional de Nouvelle-Aquitaine, autorité organisatrice des mobilités
 - La participation au projet d'investissement visant à créer un lieu de valorisation du camp de Gurs (recueillement, commémoration et transmission)
 - La mise en actions des plans et schémas actuellement à l'étude :
 - Plan Alimentaire Territorial
 - Schéma Départemental des Infrastructures de Recharges des Véhicules Electriques
 - ...



Merci de votre attention